EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 29 juin 2023

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 28 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Roland MOUREN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Pascal MONTECOT représenté par Danielle MILON.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gérard BRAMOULLE - Emmanuelle CHARAFE - Georges CRISTIANI - Éric LE DISSES - Didier PARAKIAN - Henri PONS - Didier REAULT - Laurent SIMON.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-021-14074/23/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière conclue avec la commune de Miramas, et l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site des Molières à Miramas 62920

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière de développement économique depuis 2016 a identifié des enjeux majeurs, notamment la problématique du foncier à destination de l'économie.

Ainsi, la Métropole considère dans sa stratégie de développement économique comme prioritaire la production de foncier à destination de l'économie dans des conditions adaptées aux enjeux des secteurs et des filières qui font l'objet d'une actualisation dans le cadre de la revoyure de l'agenda économique.

La commune de Miramas dispose au nord de son territoire des terrains en friche. La ZAC des Molières, interface entre le village des marques et la plate-forme européenne Clésud conçue pour les besoins de logistiques, fait l'objet de disponibilités foncières importantes dans sa partie nord.

Le projet de la Métropole Aix-Marseille-Provence en collaboration avec la commune de Miramas consiste en la réalisation d'une opération de développement économique structurante en accompagnant les activités déjà présentes dans le périmètre de la ZAC des Molières .

L'opération « Les Molières Nord » s'étend sur une superficie de 18.5 Ha, dont le foncier support du projet est de 11.2 Ha avec une surface cessible de 7.5 Ha.

L'opération vise à créer et viabiliser des terrains à destination d'activités économiques de type TPE / PME, notamment sous forme d'un Pôle Tertiaire et d'un Village Artisan.

Le projet comprend également une cuisine centrale et prévoit le maintien des activités commerciales existantes initialement sur le site.

Les lots seront aménagés et desservis par un ensemble d'équipements (publics) : voirie, espaces verts, espaces de circulation douce, ouvrages de gestion des eaux pluviales. La concession d'aménagement a été dévolue à la Société Publique Locale Sens Urbain en juillet 2022.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'EPF Provence Alpes Cote d'azur ont signé en 2018 une Convention d'Intervention Foncière en Développement Economique sur le site Les Molières en Phase Impulsion – Réalisation.

Dans ce cadre conventionnel, l'EPF a acquis les fonciers nécessaires à l'opération d'aménagement et doit, dans la phase de réalisation, céder les fonciers à la SPL Sens Urbain pour ce qui s'inscrit dans le périmètre de la ZAC dont la SPL est concessionnaire.

Les fonciers hors périmètre de concession d'aménagement devront être cédés suivant les modalités de l'article 1 de l'avenant objet des présentes.

La convention arrivant à échéance le 31 décembre 2023, pour permettre la sortie opérationnelle des projets, il est nécessaire de prolonger la durée de la convention pour 2 années supplémentaires.

Il a également été décidé en Conseil d'Administration de l'EPF du 7 mars 2023 (délibération n° 2023/2) d'intégrer un nouveau paragraphe dans l'annexe de gestion qui prévoit que l'EPF entend accorder un mandat à la collectivité contractante aux fins de conclure des conventions d'occupation précaire sur les biens dont l'EPF est propriétaire.

L'article « résiliation ou caducité de la convention : cas de l'abandon d'un site » a été également modifié.

Ainsi, il est proposé de prolonger la durée de la convention de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2025 d'intégrer l'annexe n°1 modifiant la gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération n°FAG 013-495 du 30 juin 2016 relative au principe comptable de prudence – Provisions pour risques ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que l'EPF PACA poursuive sa mission d'intervention Foncière sur le site des Molières à Miramas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé sur le site des Molières, conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Miramas et l'Etablissement Public PACA.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué,
Patrimoine et Politique immobilière

Christian AMIRATY